

# Flottille pour Gaza : lettre ouverte au Président de la République

22 juin 2018



*Paris le 20 juin 2018,*

Monsieur le Président de la République, monsieur le Ministre de l'Intérieur,

La France a-t-elle une autonomie politique par rapport à l'État d'Israël ?

Dimanche dernier, 17 juin, une flottille de deux petits voiliers en route vers Gaza, dont ils tentent de briser le blocus imposé par Israël depuis 11 ans, s'apprête à accoster au Quai Saint Bernard à Paris, où l'attendent quelque 300 personnes. Le matin, à l'écluse de Suresnes, ont surgi des zodiacs de la brigade fluviale de la Préfecture de Paris qui ont imposé une fouille si pointilleuse que 2h 30 ont été perdues. Enfin repartis, nos bateaux sont brutalement accostés près du lieu du rassemblement par les zodiacs de la police qui les repoussent au milieu du fleuve en les heurtant violemment. L'amarrage sur la berge de la Seine et l'accueil

par les Parisiens mobilisés contre le blocus de Gaza, les élu.e.s et les personnalités -dont M. Lang, président de l'Institut de Monde Arabe- n'auront pas lieu.

En raison de quoi ? En quoi la sécurité publique parisienne était-elle menacée ? Pourquoi cet énorme déploiement policier sur la Seine, les berges et le quai St Bernard ? Quel était le donneur d'ordre ? L'Elysée ? Le Ministère de l'Intérieur ? L'ambassade d'Israël en France, dont on sait qu'elle a fait pression pour interdire cette escale de la Flottille ? La France est-elle sous influence d'un pays tiers ?

La semaine passée un rapport révélait que trois sociétés françaises à capitaux publics sont impliquées dans la construction des lignes de tramway destinées à relier à Jérusalem les colonies israéliennes, toutes illégales, situées en Cisjordanie. Ainsi la France, qui dénonce officiellement la colonisation, continue, par l'action de sociétés comme Systra, Egis Rail et Alstom, de participer à la colonisation de Jérusalem.

D'où vient la consigne de bafouer les recommandations de l'Union européenne sur les relations économiques avec les colonies israéliennes en Cisjordanie ? de Bercy ? de l'Elysée ? de l'ambassade d'Israël en France ? La France est-elle sous influence d'un pays tiers ?

Le 12 juin, la mairie de Bezons, qui venait d'honorer par la pose d'une plaque la mémoire des Palestiniens dépossédés et violemment chassés de chez eux en 1947-49, s'est vue contrainte de l'enlever sur ordre du ministre de l'Intérieur, sur pressions du Crif, l'officine de propagande israélienne en France. La France est-elle sous influence d'un pays tiers ?

S'y ajoute la scandaleuse visite le 5 juin du criminel de guerre Netanyahu, Premier ministre israélien, reçu avec tous les honneurs à l'Elysée alors même que les manifestants pacifiques de Gaza tombaient par milliers, morts ou blessés, sous les balles israéliennes. Et la détention arbitraire de notre compatriote Salah Hamouri, dont on attend toujours la libération, demandée officiellement par Emmanuel Macron. Quelle humiliation pour la France !

Le président français doit affirmer les principes qui fondent la république. Paris n'est pas Tel-Aviv, la Seine ne coule pas en Israël. Nous n'acceptons pas l'ingérence d'un État tiers dans les affaires de notre pays.

**Jérôme Gleizes, conseiller de Paris**

**Claude Léostic, coordinatrice de la Flottille de la Liberté en France**

**Raphaëlle Primet, conseillère de Paris,  
présent.e.s sur les bateaux le 17 juin.**

**Avec Danielle Simonnet, conseillère de Paris**

**et les membres de la Plateforme des ONG françaises pour la Palestine et/ou du Collectif pour une Paix juste et durable entre Palestiniens et Israéliens :**

AMANI (association franco-palestinienne d'aide & de formation médicale )

AFPS (Association France Palestine Solidarité)

AJFP (Association de jumelages entre les camps palestiniens et les villes françaises)

Américains contre la Guerre

AURDIP (Association des universitaires pour le respect du droit international)

CICUP (Collectif interuniversitaire pour la collaboration avec les universités palestiniennes)

CJACP (Collectif judéo-arabe et citoyen pour la Palestine)

CJPP5 (Comité justice et paix en Palestine)

CVPR-PO (Comité de vigilance pour une paix réelle au Proche-Orient)

EELV (Europe Ecologie-Les verts)

ENSEMBLE

FEN (Femmes en noir)

LDH (Ligue des droits de l'Homme)

MIR (Mouvement international de la réconciliation)

MJCF (Mouvement des jeunes Communistes de France)

Mouvement de la paix

MRAP (Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples)

NPA (Nouveau parti anticapitaliste)

PCF (Parti communiste français)

PCOF (Parti communiste des ouvriers de France)

PG (Parti de gauche)

UAVJ (Une autre voix juive)

UJFP (Union juive française pour la paix)

- Emplacement : [Vous êtes ici](#) : [Accueil](#) > [S'informer](#) > [Actualités](#) >

- Adresse de cet article :

<https://plateforme-palestine.org/Flottille-pour-Gaza-lettre-ouverte-au-President-de-la-Republique>